



**DOUCET, BETH & ASSOCIES (DBA)**

**ASSOCIATION**  
**S.F.M. ACCUEIL ET DEVELOPPEMENT (SFM A.D.)**  
7 RUE ALPHONSE DE LAMARTINE - 93240 STAINS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

***À l'Assemblée Générale de l'association S.F.M. ACCUEIL ET DEVELOPPEMENT***

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 29/12/2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association S.F.M. ACCUEIL ET DEVELOPPEMENT (SFM A.D.) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour l'évaluation des produits.

**12-14 Rue de l'Eglise - 75015 PARIS – Tél. : 01 45 79 41 24 – Contact : m.peronny@crowe-dba.fr**

S.A.S. AU CAPITAL DE 41161,25 euros, inscrite au tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris  
SIREN B 302 588 025 R.C.S. PARIS - TVA intracommunautaire : FR 63 302 588 025 - DOUCET, BETH & ASSOCIES est une filiale de RSA, qui est membre du réseau CROWE GLOBAL.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 13 juin 2025

**DOUCET, BETH ET ASSOCIES**

Commissaire aux Comptes

Représentée par Nathalie ELIO

## **Annexe au rapport :**

### **Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes**

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	39 537	26 342	13 195	11 009	2 186	19.85
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions	789 924	188 979	600 946	635 891	34 945	5.50
	Installations techniques Matériel et outillage	526 370	406 035	120 334	188 465	68 131	36.15
	Immobilisations corporelles en cours	416 788		416 788	415 528	1 260	0.30
	Avances et acomptes						
ACTIF CIRCULANT	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées	1 693		1 693	1 571	122	7.77
	Autres titres immobilisés	91		91	91		
	Prêts						
	Autres	23 135		23 135	22 076	1 059	4.80
	<b>Total I</b>	1 797 538	621 356	1 176 183	1 274 632	98 450	7.72
	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	715 119	7 165	707 954	1 187 036	479 083	40.36
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	3 463 784		3 463 784	3 889 562	425 778	10.95
	Valeurs mobilières de placement						
Comptes de Régularisation	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 290 631		1 290 631	648 403	642 228	99.05
	Charges constatées d'avance (2)	23 305		23 305	3 280	20 025	610.53
	<b>Total II</b>	5 492 840	7 165	5 485 675	5 728 282	242 607	4.24
	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	7 290 378	628 521	6 661 857	7 002 914	341 057	4.87

(1) Dont à moins d'un an  
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2024	31/12/2023	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	1 075 159	1 075 159		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	408 875	956 372	547 497	57.25
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	520 286	547 497	27 212	4.97
	Situation nette (sous total)	963 748	1 484 033	520 286	35.06
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	1 478 844	1 570 753	91 909	5.85
	Provisions réglementées				
	Total I	2 442 591	3 054 786	612 194	20.04
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	598 591	695 687	97 097	13.96
	Total II	598 591	695 687	97 097	13.96
	Provisions pour risques	20 000	78 977	58 977	74.68
	Provisions pour charges	204 264	191 033	13 231	6.93
DETTES (1)	Total III	224 264	270 010	45 746	16.94
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	608 006	733 207	125 201	17.08
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	900 322	1 215 662	315 340	25.94
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	655 411	389 231	266 180	68.39
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 092	56 997	55 905	98.08
	Autres dettes	6 092	12 697	6 605	52.02
	Instruments de trésorerie				
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)	Produits constatés d'avance	1 225 488	574 636	650 852	113.26
	Total IV	3 396 411	2 982 431	413 981	13.88
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		6 661 857	7 002 914	341 057	4.87

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an  
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	4 126 076		4 043 281		82 796	2.05
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	2 548 098		2 278 047		270 051	11.85
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public	800				800	
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	150 134		214 800		64 666	30.11
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	284 445		317 113		32 667	10.30
Utilisations des fonds dédiés	695 687		571 416		124 271	21.75
Autres produits	738		3 873		3 136	80.96
<b>Total I</b>	<b>7 805 979</b>		<b>7 428 529</b>		<b>377 450</b>	<b>5.08</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	2 921 670		2 841 229		80 441	2.83
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	256 359		224 236		32 123	14.33
Salaires et traitements	3 180 648		2 773 444		407 205	14.68
Charges sociales	1 132 201		1 028 088		104 113	10.13
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	132 162		109 972		22 190	20.18
Dotations aux provisions	211 429		228 563		17 134	7.50
Reports en fonds dédiés	598 591		695 687		97 097	13.96
Autres charges	1		155 546		155 545	100.00
<b>Total II</b>	<b>8 433 062</b>		<b>8 056 765</b>		<b>376 297</b>	<b>4.67</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>627 083</b>		<b>628 236</b>		<b>1 153</b>	<b>0.18</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	1 433	4 835	3 402	70.37
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	<b>1 433</b>	<b>4 835</b>	<b>3 402</b>	<b>70.37</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	15 524	9 177	6 347	69.17
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total IV</b>	<b>15 524</b>	<b>9 177</b>	<b>6 347</b>	<b>69.17</b>
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	<b>14 091</b>	<b>4 342</b>	<b>9 750</b>	<b>224.57</b>
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>641 175</b>	<b>632 578</b>	<b>8 597</b>	<b>1.36</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion	29 980	2 150	27 830	NS
Sur opérations en capital	91 909	82 930	8 978	10.83
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
<b>Total V</b>	<b>121 889</b>	<b>85 080</b>	<b>36 809</b>	<b>43.26</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	1 000		1 000	
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>Total VI</b>	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	<b>120 889</b>	<b>85 080</b>	<b>35 809</b>	<b>42.09</b>
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>				
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>				
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>7 929 300</b>	<b>7 518 444</b>	<b>410 856</b>	<b>5.46</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>8 449 586</b>	<b>8 065 942</b>	<b>383 644</b>	<b>4.76</b>
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>520 286</b>	<b>547 497</b>	<b>27 212</b>	<b>4.97</b>

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	32 270	12 810	19 460	151.91
TOTAL	32 270	12 810	19 460	151.91
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	32 270	12 810	19 460	151.91
TOTAL	32 270	12 810	19 460	151.91



## **SFM AD**

### **Annexe aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

L'association se caractérise pour l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et clos le 31 décembre 2024 par les données suivantes :

Total du bilan	6 661 857 €
Produits d'exploitation	7 805 979 €
Déficit de l'exercice	520 286 €

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers.

## **1. ACTIVITE DE L'ASSOCIATION ET FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

### **1.1. Objet et activité de SFM AD**

Les activités développées par SFMAD s'adressent prioritairement aux habitants de la Seine-Saint-Denis – sans que ce ne soit exclusif – et plus particulièrement à ceux qui résident dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

L'association est implantée au sein de ces quartiers depuis plusieurs décennies et propose un accompagnement renforcé aux personnes en situation précaire dans leurs parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle ou leurs démarches quotidiennes dans la perspective d'un devenir autonome.

De par son expérience et son ancienneté sur le territoire, SFMAD a su développer des alliances et des coopérations et bénéficie d'un vaste réseau de partenaires avec lesquels elle travaille et monte des projets : le service public de l'emploi (France Travail, missions locales...), Services sociaux, organismes de formation, Centres sociaux, services des villes (jeunesse, seniors, éducation, handicap...), Conseil Départemental, Région, Etat, CAF, Etablissements Publics Territoriaux (Plaine Commune, Est Ensemble, Paris Terre d'Envol, Grand Paris Grand Est), associations, Structures d'Insertion par l'Activité Economique, entreprises...

SFMAD s'adresse aux jeunes et aux adultes de bas niveau de qualification qui cumulent souvent des difficultés d'ordre personnel, familial, social mais aussi d'ordre linguistique et professionnel. Nous les accueillons au sein de nos multiples actions qui répondent spécifiquement à leurs besoins et qui ont trait à l'accès aux droits, à l'accompagnement dans les démarches, à la formation linguistique telle les ateliers sociolinguistiques, la remise à niveau, la qualification (CAP Accompagnement Educatif Petite Enfance, Auxiliaire de Vie aux Familles...)

Des actions "familles" et de "soutien à la parentalité » sont également proposées : sorties, ateliers thématiques sur les problèmes du quotidien, actions intergénérationnelles et accueil des jeunes enfants au sein de crèches pour les parents en insertion.

## **1.2. Faits marquants de SFM AD en 2024**

L'année 2024 restera une année charnière dans l'histoire de SFMAD, marquée à la fois par une accélération de projets porteurs de sens et par une crise budgétaire d'ampleur, révélatrice des fragilités structurelles auxquelles le secteur associatif est de plus en plus confronté.

### **Un environnement de plus en plus difficile**

Dans un contexte général de raréfaction des ressources publiques, de transformation des politiques sociales et de remise en question de nombreux dispositifs jusque-là pérennes, les associations d'intérêt général ont été particulièrement exposées. Comme beaucoup d'autres structures de l'ESS qui œuvrent sur le front de l'insertion, de la formation, de la petite enfance ou de l'accès aux droits, SFMAD a vu certains financements s'interrompre brutalement, d'autres diminuer sans préavis, tandis que les besoins des publics, eux, continuaient de croître.

### **Une capacité de réponse qui s'est affirmée**

Face à ces tensions, les équipes de SFMAD se sont mobilisées avec force et créativité pour maintenir nos actions et renforcer notre ancrage territorial. Plusieurs projets structurants ont vu le jour où se sont consolidés, dans une logique d'innovation sociale, de coopération territoriale renforcée et de réponse adaptée aux besoins des publics les plus éloignés de l'emploi et des droits :

- Le lancement du programme régional "Compétences de Base Professionnelles 92", qui a marqué l'implantation de SFMAD dans les Hauts-de-Seine. Ce projet, construit en consortium avec d'autres acteurs franciliens, répond à un enjeu crucial de formation des personnes allophones à la recherche d'un emploi ou d'une qualification.
- Le déploiement du projet O2R (Offre de Repérage et de Remobilisation) dans deux départements (les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis), en partenariat avec des opérateurs reconnus de l'insertion, pour accompagner des publics "hors radar", notamment des adultes très éloignés de l'emploi et des femmes isolées.
- Le projet Mater (Mamans Actives en Transition et Reconnaissance de l'Engagement) constitue une expérimentation sociale inédite, financée par le Département, qui explore les voies d'une régulation socio-économique alternative. Porté par SFMAD et en partenariat avec un Tiers-lieu pourvoyeur d'emploi et de bénévolat, la SCIC NOVAEDIA nommée La Ferme des Possibles à Stains, et deux sociologues spécialistes des questions de travail et d'activité, ce projet novateur questionne les fondements mêmes de notre rapport au travail, à l'emploi et à la valeur sociale de l'engagement. L'objectif est d'expérimenter en vue de tenter de faire reconnaître un nouveau concept-clé : la contribution, régime d'activité situé entre le bénévolat et le salariat
- L'ancrage des Agences Locales d'Insertion, au sein desquelles SFMAD un travail de fond en lien avec le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis a cours, en intégrant notamment les nouveaux enjeux du "référé unique" et de la coordination renforcée des parcours.
- Le renforcement de l'Atelier Chantier d'Insertion Petite Enfance : porté par SFMAD, ce dispositif d'insertion par l'activité économique s'inscrit pleinement dans une démarche d'inclusion sociale et professionnelle. Il permet à des personnes éloignées de l'emploi, souvent peu ou pas qualifiées, d'accéder à une première expérience professionnelle significative dans le secteur de la Petite Enfance, tout en construisant progressivement leur projet professionnel. Les salariés en insertion sont recrutés en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) et bénéficient, pendant leur parcours, d'un accompagnement

individualisé combinant mise en situation de travail au sein de crèches (de SFMAD ou de partenaires) et actions de formation (à SFMAD) tout en ayant la possibilité de passer le CAP AEPE.

- La pérennisation de l'action Séniors+ qui consiste à accompagner des séniors bénéficiant du RSA, âgés de plus de 60 ans, dans leur accès aux droits. Quoiqu'ayant théoriquement droit à la retraite, beaucoup de séniors ne l'engagent pas, souvent en raison de démarches administratives non réalisées, d'un manque d'information ou d'une perte de contact avec les institutions. L'action repose donc sur une stratégie proactive dite d' « aller vers », mêlant communication ciblée, contacts individualisés et visites à domicile, pour recréer le lien et faciliter l'accès aux droits, notamment à la retraite.
- Développement de l'offre Petite Enfance avec trois projets de crèches : dans le cadre du renforcement de son maillage territorial en matière de Petite Enfance, SFMAD porte actuellement trois projets structurants de création ou de relocalisation de crèches sur la commune de Stains, en partenariat avec la Ville, la CAF de la Seine-Saint-Denis, le Département de la Seine-Saint-Denis et d'autres acteurs locaux.

### **Un déficit préoccupant, révélateur de fragilités plus larges**

Malgré ces dynamiques encourageantes, l'association a enregistré en 2024 un déficit de 520 286 euros, lié principalement à :

- l'arrêt non anticipé de plusieurs financements (notamment autour de la formation),
- l'augmentation du coût des charges fixes (notamment locatives et salariales),
- la difficulté croissante à obtenir des financements pluriannuels stables,
- une complexité croissante dans les procédures de réponse aux appels à projets, qui mobilise des ressources importantes sans toujours garantir un financement durable.

Ce résultat, particulièrement préoccupant, impose une vigilance maximale pour les années à venir. Il révèle aussi des déséquilibres plus larges dans le modèle économique associatif, pris en tenaille entre exigence de professionnalisation, appels à projets très concurrentiels et baisse tendancielle des subventions de fonctionnement.

### **Un plan de redressement engagé avec lucidité et responsabilité**

Face à cette situation, le Conseil d'Administration et la direction ont engagé un plan de redressement ambitieux mais responsable, visant un retour à l'équilibre budgétaire à l'horizon 2026. Ce plan repose sur plusieurs leviers combinés :

- un recentrage stratégique sur les actions prioritaires, en cohérence avec le projet associatif,
- une réduction des charges, via la révision des postes de dépenses structurelles et une meilleure mutualisation des moyens,
- une optimisation de l'organisation interne, avec un travail spécifique sur les processus, le management et les équilibres de charge,
- une recherche active de financements diversifiés,
- un redéploiement progressif des équipes pour tenter de limiter au maximum les licenciements, dans un souci de dialogue social et d'accompagnement des mobilités internes.

### **Une année de transition, porteuse d'enseignements pour l'avenir**

Finalement, 2024 aura été une année de bifurcation, où la capacité d'innovation, l'ancrage territorial et la fidélité aux valeurs de l'économie sociale ont permis à SFMAD de tenir bon en dépit de la tourmente. Mais cette année a aussi souligné l'urgence de repenser notre modèle

économique, la nécessité de se doter d'outils de pilotage plus robustes et l'importance de bâtir de nouvelles alliances avec nos partenaires publics et privés.

C'est dans cet esprit que s'ouvre 2025 : avec lucidité, combativité et la volonté de continuer à répondre concrètement aux urgences sociales, humaines et solidaires, pour que personne ne reste au bord du chemin.

## **2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

### **2.1. Principes comptables retenus**

L'association retient les principes comptables généraux des règlements ANC 2018-06 et ANC 2014-03.

Elle applique notamment les principes comptables suivants :

- ✓ la continuité de l'exploitation
- ✓ la régularité
- ✓ la sincérité
- ✓ la permanence des méthodes
- ✓ le principe de prudence

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### **2.2. Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction la durée de la vie prévue.

### **2.3. Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **2.4. Stocks**

Néant.

### **2.5. Créances clients, autres créances et produits à recevoir**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **2.6. Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'achat. Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément aux règles comptables.

### **2.7. Charges constatées d'avance**

Elles concernent des charges engagées durant l'exercice et dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

## **2.8. Provision pour retraite**

Conformément aux préconisations du règlement ANC 2014-03, le montant de l'engagement retraite de l'association envers les salariés fait l'objet d'une provision.

Résumé des méthodes et hypothèses retenues :

- Méthode des unités de crédit projetées
- Calcul selon droit de la convention collective des organismes de formation
- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de revalorisation de salaires : 3,8%
- Taux de charges sociales patronales appliqué : 37,88 %
- Taux de contribution de l'employeur : 50%
- Turn-over : mobilité moyenne
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Age de départ à la retraite : 60-67 ans

## **2.9. Emprunts et dettes financières divers**

Tous les emprunts et dettes financières divers sont valorisés à leur valeur nominale.

## **2.10. Dettes fournisseurs et charges à payer**

Toutes les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale.

## **2.11. Dettes fiscales et sociales**

Les dettes fiscales et sociales sont valorisées à leur valeur nominale.

## **2.12. Autres dettes**

Les autres dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

## **2.13. Produits constatés d'avance**

Ils concernent des produits engagés durant l'exercice et dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement.

## **2.14. Comptabilisation des produits**

Les produits sont comptabilisés à partir des conventions de financements pour les subventions ou des heures réalisées pour les marchés publics.

Les conventions de financement des subventions sont comptabilisées en produits pour leur budget total à la date de signature de la convention.

A la date de clôture, si la totalité du budget de la subvention n'a pas été consommée, le solde à utiliser pour l'année N est constaté en fonds dédiés par le biais du compte 689 et en contrepartie le compte 194.

Les soldes des subventions pour les années N+1 et après sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Les marchés publics sont comptabilisés pour la valeur contractualisée dans les bons de commande. A la date de clôture, les heures non encore réalisées sur les marchés comptabilisés sont inscrites en produits constatés d'avance.

### 3. COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1. Immobilisations et amortissements

##### 3.1.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations	Valeurs brutes à l'ouverture	Acquisitions/ Augmentation	Cessions/ Diminution	Valeurs brutes à la clôture
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>36 348</b>	<b>11 429</b>	<b>8 240</b>	<b>39 537</b>
Logiciels	36 348	11 429	8 240	39 537
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 401 440</b>	<b>19 842</b>	<b>104 989</b>	<b>1 316 293</b>
Structure 3 Rivières	417 139			417 139
Etanchéité 3 Rivières	4 640			4 640
Travaux liés structure 3 Rivières	65 574			65 574
Plafond 3 Rivières	37 363			37 363
Plomberie/Sanitaires/chauffage 3 Rivières	64 033			64 033
Appareillage électrique/luminaire 3 Rivières	15 471			15 471
Electricité 3 Rivières	12 047			12 047
Menuiserie 3 Rivières	85 869			85 869
Mobilier 3 Rivières	43 242			43 242
Sols/Plancher 3 Rivières	19 884			19 884
Peinture 3 Rivières	24 663			24 663
Matériel CAF	61 038		8 584	52 454
Installations techniques	2 045		1 315	730
Agencements installations	199 974	16 296	2 050	214 220
Matériel de transport	24 875			24 875
Matériel de bureau et informatique	208 150		32 771	175 379
Mobilier	115 433	3 546	60 269	58 710
<b>Immobilisations en cours</b>	<b>415 528</b>	<b>1 260</b>		<b>416 788</b>
<b>Avances et acomptes</b>	<b>0</b>			<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 853 316</b>	<b>32 531</b>	<b>113 229</b>	<b>1 772 618</b>

##### 3.1.2. Amortissement

Immobilisations	Valeurs brutes à l'ouverture	Dotation	Reprise	Valeurs brutes à la clôture
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>25 338</b>	<b>9 243</b>	<b>8 240</b>	<b>26 341</b>
Logiciels	25 338	9 243	8 240	26 341
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>577 085</b>	<b>122 918</b>	<b>104 989</b>	<b>595 014</b>
Structure 3 Rivières	44 371	10 429		54 800
Etanchéité 3 Rivières	1 316	309		1 625
Travaux liés structure 3 Rivières	6 975	1 640		8 615
Plafond 3 Rivières	7 949	1 868		9 817
Plomberie/Sanitaires/chauffage 3 Rivières	18 163	4 269		22 432
Appareillage électrique/luminaire 3 Rivières	6 583	1 547		8 130
Electricité 3 Rivières	2 563	602		3 165
Menuiserie 3 Rivières	18 266	4 293		22 559
Mobilier 3 Rivières	18 398	4 324		22 722
Sols/Plancher 3 Rivières	8 461	1 988		10 449
Peinture 3 Rivières	20 987	3 676		24 663
Matériel CAF	55 599	5 439	8 584	52 454
Installations techniques	1 834	146	1 315	665
Agencements installations	175 202	8 343	2 050	181 495
Matériel de transport	17 236	4 975		22 211
Matériel de bureau et informatique	100 313	58 041	32 771	125 583
Mobilier	72 869	11 029	60 269	23 629
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>602 423</b>	<b>132 161</b>	<b>113 229</b>	<b>621 355</b>

Taux d'amortissement pratiqués :

Logiciels .....	3 ans	(linéaire)
Crèche 3 Rivières .....	entre 5 et 40 ans selon les composants	(linéaire)
Matériel CAF et installations techniques .....	5 ans	(linéaire)
Matériel de bureau et informatique .....	1,3 ou 5 ans	(linéaire)
Mobilier .....	5 ans	(linéaire)

### Immobilisations en cours

SFM AD a bénéficié du soutien de la CAF et du Département (subvention d'investissement) pour l'acquisition et l'aménagement d'un établissement d'accueil de jeunes enfants (crèche).

#### 3.1.3. Immobilisations financières

Immobilisations	Valeurs brutes à l'ouverture	Acquisitions/ Augmentation	Cessions/ Diminution	Valeurs brutes à la clôture
<b>Immobilisations financières</b>	<b>23 738</b>	<b>1 181</b>	<b>0</b>	<b>24 919</b>
Parts BFCC	1 571	122		1 693
Titres immobilisés	91			91
Dépôts et cautionnement	22 076	1 059		23 135
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 738</b>	<b>1 181</b>	<b>0</b>	<b>24 919</b>

### 3.2. Stocks et dépréciation

Néant

### 3.3. Clients et autres créances

#### 3.3.1. Clients

Clients : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Dépréciation : Les créances font l'objet d'une appréciation, cas par cas. En fonction du risque identifié, est constituée sur chacune d'elles une dépréciation. Aucune dépréciation n'a été constituée à la clôture.

#### 3.3.2. Etat des créances

Poste	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Clients et comptes rattachés	715 119	707 954	7165
Fournisseurs avance versée	100 800	100 800	
Personnel, avance versée	1 016	1 016	
Créances financeurs	3 132 550	3 132 550	
Taxes sur les salaires, trop versé	12 820	12 820	
Produits à recevoir	216 599	216 599	
<b>TOTAL</b>	<b>4 178 904</b>	<b>4 171 739</b>	<b>7 165</b>

### 3.4. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 23 305€, elles concernent principalement des loyers et charges locatives payés d'avance.

### 3.5. Fonds propres

Postes	A l'ouverture	Affectation exercice	Résultat exercice	A la clôture
Fonds associatifs	1 075 158,59			1 075 158,59
Report à nouveaux	956 372,23	-547 497,46		408 874,77
Résultat 2023	-547 497,46	547 497,46		0,00
Résultat 2024			-520 285,75	-520 285,75
	<b>1 484 033,36</b>	<b>0,00</b>	<b>-520 285,75</b>	<b>963 747,61</b>

Les fonds propres sont tous sans droit de reprise.

### 3.6. Subventions d'investissement

Subventions d'investissement reçues :

	A l'ouverture	Augmentation	Ajustement	Soldées	A la clôture
Département crèche 3 rivières	130 000				130 000
Département fonds Axe2	11 000			11 000	0
CAF crèche 3 rivières	464 000				464 000
Département FIPEP	22 902				22 902
ITI FEDER crèche 3 rivières	119 074				119 074
Ville Saint Denis	7 500				7 500
Département plan rebond	15 000				15 000
CAF Réaap	1 000				1 000
Département ALI investissement	156 480				156 480
Département Crèche Renelle	104 000				104 000
CAF Crèche Renelle	328 000				328 000
CAF Crèche Renelle	38 400				38 400
CAF Crèche Apolina	348 800				348 800
CAF Crèche Apolina	26 160				26 160
Agefiph	2 100				2 100
<b>Total</b>	<b>1 774 416</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 000</b>	<b>1 763 416</b>

Quote-part de subvention virée en compte de résultat :

	A l'ouverture	Virée en compte de résultat de l'exercice	Soldée	A la clôture
Département crèche 3 rivières	42 548	10 000		52 548
CAF crèche 3 rivières	57 063	13 411		70 474
Département FIPEP	17 236	4 975		22 211
ITI FEDER crèche 3 rivières	38 972	9 160		48 132
Département fond Axe 2	9 804	1 196	11 000	0
Ville St Denis	4 922	2 510		7 432
Département plan rebond	9 180	5 024		14 204
CAF Réaap	532	337		869
Département invest ALI	23 406	43 296		66 702
<b>Total</b>	<b>203 663</b>	<b>91 909</b>	<b>11 000</b>	<b>284 572</b>



### 3.7. Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	SUBVENTIONS DE L'EXERCICE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Sans dépenses depuis deux exercices
<u>Subventions d'exploitation</u>								
Département AEPE	45 000	27 500	27 500	27 500			0	
CDV CLAS	6 000	3 600	3 600	3 600			0	
Département Ling APP	30 000	15 000		15 000			0	
ALI	640 898	418 797		418 797			0	
Départ SAS PROPRE	160 000	102 929	133 333	102 929			0	
LING ADVF	44 600	40 140	29 733	40 140			0	
CDV CAPAEPE	30 000	18 333	16 667	18 333			0	
DDCS ASL	44 460	0	38 903					
CDV ELF	72 500	0	48 333					
CDV CHEFFE	20 000	0	12 857					
DRIEETS O2R	686 000	0	22 920					
Département ACI PE	25 000	0	25 000					
Départ Sénior +	420 000	69 388	239 745	69 388			0	
<b>Total</b>	<b>2 224 458</b>	<b>695 687</b>	<b>598 591</b>	<b>695 687</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 3.8. Provision pour risques et charges

Nature	A l'ouverture	Compte à compte	Reprise	Dotations	A la clôture
Provisions Fami Padoc/Sénior +	37 530		37 530		0
Provisions IFC	119 860		119 860	143 294	143 294
Provisions prime de précarité	71 173		71 173	60 970	60 970
Provisions fonds adaptation	41 447		21 447		20 000
<b>Total provisions</b>	<b>270 010</b>	<b>0</b>	<b>250 010</b>	<b>204 264</b>	<b>224 263</b>

Elles sont composées de :

- Les provisions pour risque FAMI PADOX et Départ Sénior + sont liées à une sous consommation des subventions octroyées par le FSE et le département. Elles sont intégralement reprises en 2024.
- La provision IFC concerne l'engagement de retraite envers les salariés de l'association.
- La provision prime de précarité concerne la prime de précarité des salariés dont la fin du contrat est prévue sur les exercices suivant.
- La provision pour fonds d'adaptation a été constituée pour faire face aux risques d'inéligibilité de dépenses sur projets UE.

### 3.9. Dettes

Poste	Montant brut	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	608 006	130 461	295 364	182 181
Fournisseurs et comptes rattachés	900 322	900 322		
Fournisseurs d'immobilisations	1 092	1 092		
Dettes sociales	354 200	354 200		
Dettes fiscales	301 211	301 211		
Remboursement note de frais	6 092	6 092		
<b>TOTAL</b>	<b>2 170 923</b>	<b>1 693 378</b>	<b>295 364</b>	<b>182 181</b>

### 3.10. Produits constatés d'avance

Poste	Montant brut	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans
Rembt MAIF/sinistre Epinay Fé1	16 026,20	16 026,20	
Département-Mater PCA 2025	34 000,00	34 000,00	
Etat-O2R PCA de 2025 à 2027	647 800,00	223 945,00	423 855,00
Département FMUP-EPT PCA 2025	30 000,00	30 000,00	
Départ.FMUP-Plaine Co PCA 2025	30 000,00	30 000,00	
Départ.-Gard.Ephémère PCA 2025	50 000,00	50 000,00	
Départ.-Sav.Solidaires PCA2025	6 667,00	6 667,00	
Rembt MAIF/dégât crèche 3R	1 285,17	1 285,17	
FAMI-FSE PCA PADOc 2025	339 709,73	339 709,73	
Département PADOc 2025	70 000,00	70 000,00	
<b>TOTAL</b>	<b>1 225 488</b>	<b>801 633</b>	<b>423 855</b>

### 3.11. Ressources annuelles

#### Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation comprennent :

	Exercice N	Exercice N-1
Production vendue de services	4 126 076	4 043 281
Subventions d'exploitation	2 548 098	2 278 047
Contributions financières	150 134	214 800
Reprises de provisions	250 011	300 858
Transferts de charges	34 435	16 254
Reprise de fonds dédiés	695 687	571 416
Ressources liées à la générosité	800	0
Cotisations et autres	738	3 873
<b>Total des ressources</b>	<b>7 805 979</b>	<b>7 428 529</b>

#### Résultat financier

Le résultat financier est constitué des charges d'intérêts sur emprunts pour 15 524 € et des produits financiers pour 1 433 €.

## **Résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel de 120 889 € est constitué :

- Pour 29 940 € de produits liés à une annulation de loyer qui n'a pas été appelé entre 2016 et 2019.
- Pour 40 € de produits sur exercices antérieurs.
- Pour 91 909 € de quotes-parts de subventions virées au compte de résultat.
- Pour 1000 € de charges liées aux dommages et intérêts

## **4. AUTRES INFORMATIONS**

### **4.1. Contributions volontaires et gratuites**

Le règlement ANC 2018-06 rend obligatoire le recensement, la valorisation et la comptabilisation des contributions volontaires. Le recensement a permis d'identifier les temps de bénévolat suivants :

Un médecin :

- 4 interventions par mois à raison de 2 heures par intervention sur 11 mois, soit 88 heures
- 1 animation de prévention santé de 3 heures tous les deux mois, soit 18 heures

Une psychométricienne :

- 2 interventions par mois à raison de 3 heures par intervention sur 11 mois, soit 66 heures

Seize animatrices du comité d'usagers de l'Espace de Vie Sociale à raison de 445 heures sur l'année

La valorisation retenue est de 110 euros de l'heure chargés pour le médecin et la psychométricienne, puis de 30 euros de l'heure chargés pour les animatrices. Les 617 heures de bénévolat recensées pour l'exercice sont donc valorisées à 32 270 euros.

### **4.2. Effectif moyen**

L'effectif moyen au 31 décembre 2024 est de 112 personnes, il se décompose de la façon suivante :

Cadres : 7 ETP

Employés : 105 ETP

### **4.3. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants**

La rémunération des trois cadres les plus rémunérés s'élève à 188 277 €.

### **4.4. Fiscalité**

Les activités de l'association ne sont pas fiscalisées.

### **4.5. Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice 2024 s'élèvent à 17 000 euros TTC au titre de la mission de certification des comptes.

